

CONSEIL DE LA NATION

La mécanique et les conciliabules de coulisse

Le Conseil de la nation tient plénière aujourd'hui afin de voter deux ordonnances présidentielles portant, l'une, loi de finances complémentaire et l'autre relative aux membres du Parlement. Une formalité de plus que les sénateurs, désormais grassement rémunérés, ont à expédier en attendant que sonne leur convocation pour avaliser, en conclave commun avec leurs pairs de l'Assemblée, le remodelage constitutionnel.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Chez les sénateurs, la chronologie parlementaire ne retient nul haut fait de «désobéissance» à l'exécutif qui jetterait ne serait-ce qu'un soupçon de doute sur l'attitude qu'ils observeront aujourd'hui face aux deux ordonnances présidentielles.

Ils les voteront, comme ils ont l'habitude de faire, c'est-à-dire de façon mécanique. Sauf que, cette fois-ci, les coulisses de l'hémicycle privilégieront d'autres préoccupations, la révision constitutionnelle, annoncée imminente par Ahmed Ouyahia, en premier chef.

Les sénateurs, qu'ils officient sous les bannières

partisanes, FLN, RND et MSP, notamment, ou qu'ils se recrutent dans le tiers présidentiel, se trouvent, depuis le week-end écoulé, soumis à un exercice de pré-échauffement, en prévision de la grand-messe. Invités, certains, à apprécier la perspective qu'Ouyahia a située à brève échéance, ils s'extasient à l'idée même de devoir, un jour prochain, lever la main pour que saute le verrou qui, jusque-là, barricade l'ambition présidentielle. Ceux d'entre les sénateurs auxquels les colonnes des journaux font déjà place et pour lesquels les médias audiovisuels aménagent studios et cré-



Un vote sans surprise.

Photo : Samir Sid

neau d'intervention se félicitent de ce que soit levé enfin le «faux suspense» entretenu autour de la révision constitutionnelle. Importe, pour eux, que ce soit, en définitive, l'annonce d'Ouyahia qui crédibilise plus l'option que les effluves passées de Belkhadem. L'Alliance présidentielle, sevrée de retrouvailles organiques

depuis près de 9 mois, se reprend à soigner le consensus déjà établi autour du projet de révision constitutionnelle. Et c'est tout logiquement que les sénateurs FLN, RND et MSP travaillent, à leur tour et en ce qui les concerne, à traduire ce consensus en convergence au moment de voter l'amendement.

S. A. I.

DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE
FONDÉE SUR LA CONNAISSANCE

L'Algérie en est-elle capable ?

L'Algérie est-elle capable de s'inscrire à l'heure de l'économie fondée sur la connaissance ? D'autant que la question de l'offre et la demande dans le domaine des TIC doit être réglée et que des progrès restent à assurer dans d'autres domaines, dont l'amélioration du climat d'affaires.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La réflexion sur la thématique de l'économie fondée sur la connaissance (EFC) se poursuit depuis hier et aujourd'hui au Palais des Nations (Club des Pins) à Alger.

A l'initiative du Conseil national économique et social (Cnes) et d'un comité ad hoc mis en place en collaboration avec l'Institut de la Banque mondiale (WBI), un atelier de travail a réuni hier experts et acteurs nationaux.

Il s'agissait, selon le président du Cnes, Mohamed Seghir Babès, de continuer le travail de réflexion nécessaire, de conceptualisation, sensibilisation et appropriation de l'EFC en tant que passage obligé



Mohamed Seghir Babès.

Photo : Samir Sid

pour l'Algérie et objet de politiques publiques. Or, en paraphrasant le coordonnateur du comité ad hoc EFC, l'économiste Abdelmadjid Bouzidi, l'Algérie est-elle capable de s'inscrire à l'heure de cette économie ? En rappelant que l'EFC est liée à une somme de conditions à réunir.

Soit la mobilisation du potentiel immatériel, l'intangible, la promotion du capital humain, le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC), l'innova-

tion et la recherche ainsi que l'amélioration du climat d'affaires et une gouvernance de qualité. Certes, notre pays a accompli des progrès importants dans ce sens mais ces progrès restent cependant en deçà des attentes, dira le président du Cnes qui a estimé qu'il faut une politique claire.

D'autant que parmi les conditions de l'EFC, l'amélioration du climat d'affaires reste encore problématique. A ce propos, un expert auprès du WBI, J-F

Rischard, a estimé qu'il «n'y a aucune raison pour que ce climat d'affaires reste encore mauvais».

Et que le développement de l'utilisation des TIC soit encore balbutiant dans notre pays et manque encore de dynamisme et d'intérêt de divers secteurs d'activité. Cela même si la téléphonie mobile et l'accès à l'internet connaissent des avancées dans leur développement. Un développement des TIC pâtissant, toutefois, de moults dysfonctionnements selon le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Abdelhamid Bessalah.

Néanmoins, ce dernier n'a pas manqué de développer les grandes pistes d'une stratégie (2008-2013) en ce domaine.

Cela étant, la plupart des participants à cet atelier de travail ont été unanimes à lier le développement de l'EFC en Algérie à la résolution de l'équation offre-demande.

Soit créer une offre diversifiée et intéressante, de services TIC quand la demande potentielle existe et stimuler la demande, alors que l'offre infrastructurelle existe.

C. B.

UN MILLIARDAIRE
AURAIT DISTRIBUÉ
DE L'ARGENT AU
NIVEAU DE LA CNAS

La CNAS prise d'assaut

Tout indiquait qu'une contestation allait éclater au niveau de la CNAS qui subit depuis près d'une semaine une forte pression, depuis le début de l'opération d'octroi de la fameuse attestation de non-affiliation à la CNAS.

Cette dernière semblait prendre une tournure alarmante, vu le nombre impressionnant de citoyens qui aspiraient à bénéficier de l'aide des 2 000 DA. Toutefois comme pressenti, effectivement ce mardi matin des centaines de citoyens se sont postés devant le siège de la Cnas pour contester et dénoncer la non-équité, mais pas pour la raison qu'on pouvait soupçonner à savoir le retard ou le refus pour la remise du fameux document.

La contestation était liée à une rumeur ayant circulé la veille selon laquelle un «milliardaire» aurait distribué de l'argent aux centaines de personnes qui attendaient leur tour dehors, pour obtenir le fameux document. Dès lors, dès les premières heures, la Cnas fut prise d'assaut par des citoyens qui demandaient à bénéficier également de la générosité de ce riche bienfaiteur qui, encore une fois, selon la rumeur se trouvait à l'intérieur de la Cnas.

La misère pousse le citoyen à croire aux plus folles rumeurs, surtout celles liées à une éventuelle aide financière. Qu'il s'agisse de 2 000 ou de 3 000 DA, face aux dépenses et aux frais auxquels ils font face chaque jour, cela n'aura probablement pas un grand effet sur leurs besoins mais demeure malgré tout un plus dont ils ne se passeraient pour rien au monde.

Le nombre de ces demandeurs d'aide sociale a semble-t-il triplé. Tous craignaient que, pour des raisons de délais et de quotas précis ils n'allaient pas en bénéficier, d'où l'assaut sur la Cnas. Jusqu'à ce mardi, on saura qu'ils étaient pas moins de 4 000 personnes à avoir bénéficié du document de non-affiliation à la Cnas, et ce depuis le début de cette opération, soit environ une semaine.

Selon certains témoignages, la rumeur serait vraie, affirmant qu'un «milliardaire» de la région ouest aurait effectivement eu l'idée de distribuer de l'argent à ces gens. S'ils n'étaient pas vraiment dans le besoin, ils n'iraient pas attendre, en plein jeûne et sous un soleil de plomb, ce fameux document pour bénéficier des 2 000 DA par enfant scolarisé.

Face à la cohue, serait-on selon des citoyens venus ce mardi «bénéficier» de cette générosité, car le «bienfaiteur» aurait promis de revenir, mais d'organiser la distribution de l'argent au niveau des services de la Cnas.

Ce qui explique le nombre de personnes et toutes catégories confondues : chômeurs, malades chroniques, handicapés, SDF...se sont rendus au niveau de la Cnas pour «exiger» leur argent, don de cet inconnu. Une information que n'a cessé de démentir le directeur de la Cnas, qui s'est adressé directement à la foule pour lui expliquer qu'il ne s'agit là que d'une rumeur et qu'aucun «bienfaiteur» n'allait distribuer de milliards au niveau de la CNAS.

Un important cordon sécuritaire encadrait les lieux pour calmer les esprits de centaines de personnes qui, elles, persistaient dans leur certitude.

Le calme est revenu peu à peu, mais les citoyens ne voulaient toujours pas quitter les lieux, espérant que le fameux bienfaiteur et milliardaire pointerait enfin sur les lieux et leur distribuerait ses milliards. D'autres citoyens, moins crédules ont préféré déposer leur demande de non-affiliation et retourner pour prier qu'au moins ils aient droit à ces 2 000DA. Concernant cette «donation», ils ne sont pas sûrs d'en bénéficier.

Pour sa part, le directeur de la Cnas outré par ce qu'il venait de subir reste persuadé que, si chacun avait mis du sien, en organisant au mieux l'opération des 2 000 DA et en impliquant les directeurs d'école, afin d'éviter que la Cnas ne soit sujette à de telles pressions, tout se serait mieux déroulé.

Il ajoutait «Il y a des personnes malveillantes qui jouent avec la misère des gens. C'est un spectacle désolant !»

Amel B.